

IL ETAIT UNE FOIS LA REVOLUTION CON!

JOURNAL
DES
JEUNES
LIBERTAIRES

NUMERO SPECIAL

www.anarchie.net/jeuneslibertaires

Les **Jeunes Libertaires** est un groupe de militants anarcho-sindicalistes créé en 1992. Les membres reconnaissent les principes suivants : autogestion, fédéralisme, anti électoralisme, anti étatismes, solidarité de classe et solidarité internationale, écologie, anti-autoritarisme (c'est à dire contre toutes les dictatures, y compris celle du prolétariat)...



Notre fonctionnement est basé sur les principes libertaires, c'est à dire que **toutes les décisions sont prises lors de réunions** hebdomadaires, ouvertes à tous, où **chacun participe** à l'élaboration du journal, d'actions... Tout est débattu en commun au cours des réunions.

Pour tout contact : Jeunes libertaires, 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse ("jeuneslibertaires@anarchie.net" sur le net).

LA REVOLUTION :

POURQUOI, COMMENT ET POURQUOI FAIRE ?

POURQUOI ?

Parce que nous ne pouvons ni ne devons **plus supporter la misère** dans laquelle sont maintenus le tiers monde et le quart monde.

Parce que nous ne pouvons, ni ne devons plus accepter le fossé social qui existe **entre ceux qui n'ont pas même accès au minimum nécessaire** pour vivre dans la dignité, qui n'ont pas le droit de profiter du confort qu'a créé la société de consommation, **et ceux qui vivent dans le luxe** et accumulent des capitaux.

Parce que nous éprouvons un **désir de justice et nous voulons changer la société**: pour cela, on est soit révolutionnaire, soit réformiste. Le révolutionnaire veut changer les choses à la base, saper les fondations de l'autorité et de l'injustice; le réformiste se contente de mettre quelques rustines là où l'autorité et l'injustice ont fait trop de dégâts.

Et le réformisme on sait où cela mène : les partis politiques quels qu'ils soient sont incapables de construire une société égalitaire et libertaire car l'État (capitaliste ou communiste), sera toujours la plus grande entrave à notre idéal. Quant aux syndicats réformistes ils n'ont toujours fait qu'engendrer des bureaucrates au service des patrons et de l'État.

Si l'on compte changer le monde grâce aux bulletins de vote, il y a de fortes chances pour que l'humanité connaisse l'apocalypse avant la moindre transformation.



COMMENT ?

Par la pratique du fédéralisme et de l'action directe. En un mot : par l'anarcho-sindicalisme.

Nous pensons que la révolution doit être **une révolution sociale, une transformation totale de la société grâce à l'autogestion** de la production par les producteurs eux mêmes, et non pas un simple changement politique: contrairement aux communistes autoritaires (du P.C. aux gauchistes en passant par la LCR et autres fascistes rouges) **il ne s'agit pas pour nous de remplacer les cadres actuels de la société par une élite ou une "avant-garde consciente" qui perpétuerait l'exploitation...**

L'anarcho-sindicalisme permet :

-L'organisation des révolutionnaires en groupements de lutte (des classes), totalement autogérés et luttant en accord avec les idées qu'ils défendent. Ces groupements seront voués à disparaître dans la société future et la gestion de la vie quotidienne sera effectuée par la base (toi, moi, nous tous) et non plus comme aujourd'hui par des dirigeants quelconques, qui nous trahissent dès qu'ils en ont l'occasion.

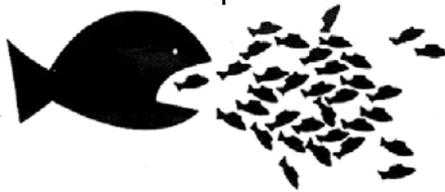
-La formation des militants dans ces syndicats et favorise la prise de conscience grâce à l'action directe .

Devons nous utiliser la violence ? Ce n'est pas le but que nous recherchons; si l'on peut s'en passer, ce sera beaucoup mieux, surtout que l'appareil policier et militaire ne représentent pas une mince affaire. Cependant il semble évident que les "gros" ne se laisseront pas déposséder de leurs privilèges facilement, et pourtant il faudra bien exproprier les patrons et "licencier" les politiciens ... Mais nous n'en sommes pas encore là...

POUR QUOI FAIRE ?

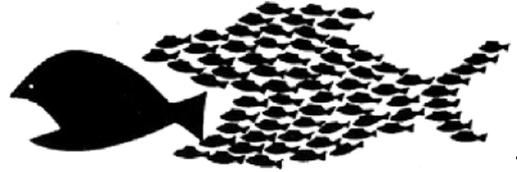
Pour faire un monde meilleur, **une société sans classes, sans hiérarchie, sans argent**, où il fera bon vivre pour tous, où les progrès profiteront à tous **de façon égalitaire**, où l'individu pourra **jouir pleinement de sa liberté**.

Évidemment l'humanité n'atteindra pas le communisme libertaire du jour au lendemain, après le "grand soir". La mentalité humaine devra évoluer constamment après la révolution, comme elle va devoir aussi évoluer avant cette période révolutionnaire.



Il s'agit donc pour nous aujourd'hui principalement de contribuer à l'évolution de cette mentalité par la propagande, l'action militante, afin que le nombre de partisans d'un changement radical pour la construction d'un monde où le mot vie prendra tout son sens, **ne cesse d'augmenter**.

Mais il s'agit aussi de **s'organiser dès maintenant de manière libertaire grâce à des structures saines et démocratiques** (AG souveraines, délégués élus mandatés et révocables à tout instant...) afin que l'on puisse tous prendre nous-même nos affaires en main et commencer à construire un monde anarchiste.



POURQUOI NOUS SOMMES CONTRE L'ÉTAT

Le mouvement anar est par essence hostile à toute forme d'État. L'idée d'État est en effet en totale contradiction avec les principes fondamentaux que nous défendons :

- Sa **structure hiérarchique, pyramidale** (le sommet étant le gouvernement et la base, « la masse ») assure la domination de l'Homme par l'Homme, confie la prise de décisions à une minorité, qui en est très souvent l'unique bénéficiaire. Nous opposons à ce système notre **fonctionnement horizontal, fondé sur la prise de décisions collective et la démocratie directe**.
- L'État **organise la division entre les individus**, entre les peuples et entre les cultures : « diviser pour mieux régner ». Le monde tel que nous le voyons serait sans classes ni frontières.
- L'État **est au service de l'économie, du dieu Fric**. Notre projet de société ne sert que la vie et l'être humain.



Sans compter que État dur, État mou, État facho, coco, réac' ou socialo, l'État dans tous ses états s'y entend bien pour **réprimer la moindre étincelle de rébellion, pour imposer sa structure** à ceux qui n'auraient pas bien compris que « c'est-la-seule-et-unique-forme-d'organisation-possible, et si t'es pas d'accord, gare à tes fesses! »... ah mince, alors ! Il use pour ceci de moyens plus ou moins radicaux selon la teneur politique du gouvernement (l'échelle va du démocratiquement mielleux au bolcheviquement violent. Remarquez que si on inverse ces termes, ça a du sens aussi).

Bref, l'État est une belle saloperie

Le capitalisme ne s'effondrera pas tout seul: Aidons-le!

On entend beaucoup parler en ce moment d'anti-mondialisation (« libérale »), mais le mot capitalisme n'est quasiment jamais cité. Le capitalisme n'existerait-il plus, comme certains le pensent ? Voyons ce nous dit le Robert : *"Régime économique et social dans lequel les capitaux, sources de revenu, n'appartiennent pas, en règle générale, à ceux qui les mettent en œuvre par leur propre travail"*

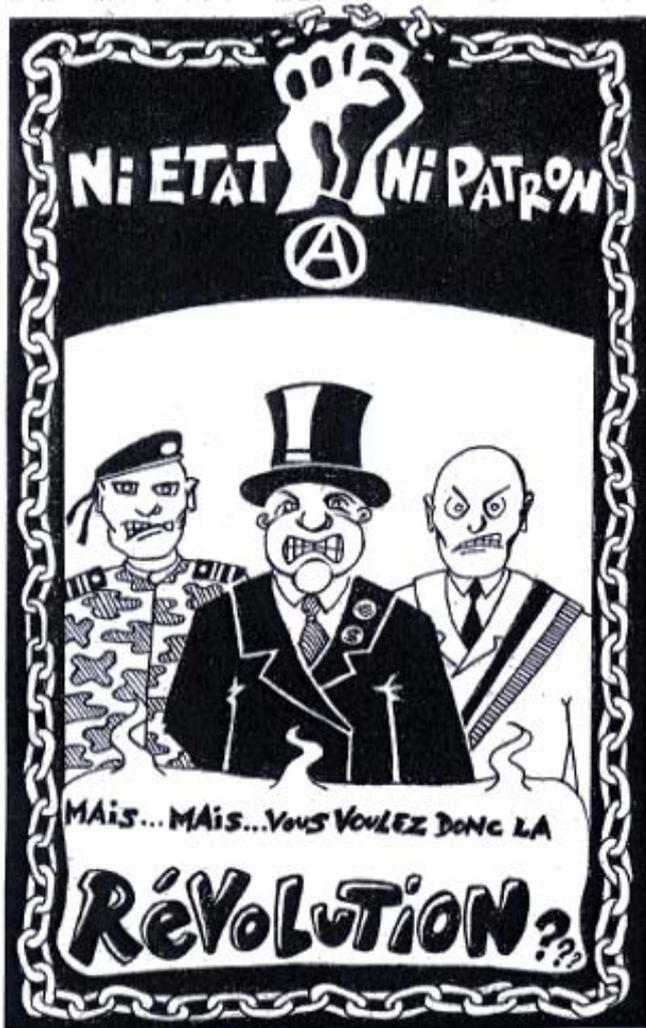
- La machine **appartient-t-elle** à l'ouvrier ?
- **Qui décide** de ce qui doit être produit, de quelle façon et pour quelle utilité ?
Les producteurs eux même ? Ou le propriétaire des lieux ?
- Un patron travaille-t-il ? A quoi sert un patron ? Peut on licencier un patron ?

- **Qui décide** de l'itinéraire, du tarif, des horaires de la prochaine ligne de métro ?
Les usagers ? Les techniciens ? Ou une poignée de patrons et d'élus ?

- **Qui a décidé** des normes de sécurité d'AZF ? **Qui a décidé** ce qu'allait produire cette usine ? **Qui a accepté** la constructions d'habitation à proximité ?
Les riverains ? Les employés de l'usine ? Ou une poignée de patrons et d'élus ?

Il nous semble que tout ceci est plus exact que jamais, et oui, n'ayons pas peur des mots : **nous sommes dans une société capitaliste**.

Pourquoi alors, le problème (le capitalisme) n'est-il jamais discuté en tant que tel mais toujours de façon détournée par le biais de ces aspect les plus révoltants (pollution, OGM, famines, guerres...) ? Tout au long du siècle passé, des critiques sévères à l'encontre de "la société de consommation", "la défragmentation des liens sociaux"... , pour la plupart communément admises, ont vu le jour, mais sans réel rattachement à leur base commune : l'exploitation de l'homme par l'homme.



Cette volonté de dissocier à tout prix le politique, le social et l'économique a pour conséquence de faire perdurer le flou autour de se qui se passe vraiment.

Cela empêche une **critique globale et donc une lutte réellement efficace** ; c'est une aubaine pour le capitalisme : en effet, tant que la population s'occupe d'épiphénomènes de façon épisodique (« *Tous à Millau ! Mais lundi matin continuez de bosser pour un patron* »), le capitalisme peut tranquillement continuer son développement et sa mainmise sur tous les aspects de la vie sociale, politique, économique, quand ce n'est pas carrément de la vie privée.

Ne soyons plus dupes: ceux qui nous volent, ceux qui affament pour le profit veulent nous faire croire que nous avons atteint le « stade final », que nous ne pouvons plus changer les choses. On pense que **parce que** depuis qu'on est né, tout se passe comme, **alors** il ne peut en être autrement... Dans les années 1780, vous n'auriez trouvé personne pour penser qu'on pouvait se passer d'un roi...

Tant qu'il y aura des riches, il y aura des pauvres; tant qu'il y aura de l'argent et des privilèges, il n'y en aura pas assez pour tout le monde.

Le problème est **clair et global**,
la solution doit être **claire et globale**.

La solution que nous devons proposer doit donc **éviter de renforcer le capitalisme** en le rendant plus "humain", car aider à rendre plus vivable un système injuste empêche une remise en cause profonde et durable (pas de réformisme, pas de taxe Tobin: on ne fait pas l'aumône à ceux qui nous volent!).

Nous ne voulons **pas non plus en créer une autre forme** (comme le capitalisme d'État en URSS ou en Chine).

La solution est unique face au géant meurtrier
qu'est le capitalisme :

**une révolution sociale
et libertaire!**

~~Abstentionnisme et autogestion~~

Parce que démocratie signifie « pouvoir du peuple ». Parce que la démocratie parlementaire est par essence une oligarchie donc sûrement pas un régime démocratique. Parce que nous ne voulons plus « subir » les décisions d'une élite au pouvoir mais bien être acteurs de nos vies. Parce que le principe représentatif tel qu'il a toujours été proposé dans nos belles démocraties fausse et faussera obligatoirement ce même principe démocratique.

Enfin, parce que nous refusons de cautionner un système inégalitaire, absurde, hypocrite, répressif, et surtout aussi abject que tout autre régime anti-démocratique, nous prônons l'abstention active !

Nous refusons le vote qui est hypocritement appelé « démocratique », car celui-ci ne sert qu'à **légitimer** le pouvoir en place : « *j'ai eu la majorité des voix, c'est donc moi que le peuple veut pour tête de con numéro 1* » (ou numéro 2,3,4... selon le type d'élections proposée).

Est-il besoin de rappeler que la démocratie de type représentatif ne sert que les intérêts d'une minorité au pouvoir, laissant apparaître des allures d'oligarchie

("pouvoir de quelques-uns") à peine camouflée derrière un discours populiste démago: "*la France pense que... les Français disent... le peuple est satisfait de...*"

NOUS REFUSONS DE LAISSER CROIRE A QUELQUE PARTI QUE CE SOIT QUE NOUS LEGITIMONS SA PRESENCE! Nous refusons la logique du "moins pire" qui fait le jeu des autres partis tout aussi pourris: "*Votez pour moi et le FN ne passera pas... hin, hin!*"

Aucun compromis avec une force autoritaire et répressive aussi abjecte qu'un État! Sus à tous ces "partis citoyens" démagogues qui se targuent de vouloir penser la politique autrement (comprenez sans programme défini à l'avance), de donner la parole au populo - quelle blague lorsque l'on voit comment ceux-ci réagissent une fois élus ! Ils se disent "différents": qu'entendent-ils par là ? Seraient-ils "moins pourris", "moins corrompus", "moins hypocrites"?

C'est une vérité générale, indéniable et incontrôlable (en un mot: humaine) que la relation suivante: le pouvoir pourrit.

L'histoire le démontre depuis la nuit des temps: **tout homme qui se voit confié sans contrôle les décisions** concernant toute une communauté durant un temps plus ou moins long finit par ne servir que ses intérêts propres, par s'arroger le droit de réprimer les dissidences au nom de sa prétendue science, intelligence ou expérience. En effet, il contrôle le sort d'autres individus **qui s'en remettent aveuglément** à ce [futur] tyran dans leur ignorance, leur manque d'expérience et leurs croyances entretenues par certains intéressés (comprenez la classe dominante quelle qu'elle soit).

Nous refusons donc de faire le jeu du système en **donnant notre "voix" à un inconnu qui ne sait ni ne peut connaître nos envies, nos désirs, nos goûts, nos choix personnels.** Nous refusons de tolérer la domination exercée sur des millions d'individus par un des candidats qui aura mieux réussi que les autres à faire pencher la balance en sa faveur à coup de promesses électorales, de poignées de main ou de grâces (précédant comme par hasard les élections).

Nous refusons de donner à ses hommes la légitimité dont ils ont besoin, celle qu'ils obtiennent par notre vote. Cela signifie que nous ne recherchons pas à "améliorer le système de l'intérieur" car il n'y a pas de capitalisme à visage humain. Nous ne présentons pas de candidats car nous avons remarqué que nul ne peut résister à la tentation du pouvoir. **Il n'existe pas de sage infaillible en qui nous pourrions avoir une foi et une confiance inébranlable : pas de leaders, pas de représentants fixes, pas de pouvoir de certains sur d'autres.**

Seulement une **Assemblée Générale** souveraine (au niveau du quartier, de l'école ou lieux d'apprentissage, de l'usine, l'entreprise, au niveau local ... voire au niveau national pour les décisions, très rares, qui nécessiteraient une si grande concertation) **qui décide seule des mesures à prendre pour gérer au mieux la « vie de la cité »** (définition de la « citoyenneté » tant prônée par les dirigeants de tous poils).

Ce que nous prôtons, c'est l'autogestion de la vie quotidienne à travers la **démocratie directe**: ce système propose en effet de décider réellement **à la base**, c'est-à-dire que **c'est la population qui décide** et non un groupe de privilégiés disposant de privilèges insensés (celui de disposer d'un pouvoir de décision sur la vie d'autres individus, et ceci même sans aucun contrôle, ni limite!...). En effet, il ne s'agit pas de nommer un représentant qui pourrait choisir à son gré les mesures à prendre mais bien de:

- **décider souverainement à la base des mesures** (la population des quartiers, des entreprises...) lors d'AG et réunions essentiellement,
- **d'établir un compte-rendu de l'AG** (donc de mettre au clair le bilan de cette AG: « *qu'est-ce que nous avons finalement décidé?* »),
- puis ensuite de choisir un ou deux délégués **chargés de faire appliquer les décisions ou de transmettre aux autres AG les positions du quartier, de l'entreprises...**

En aucun cas les délégués n'ont de pouvoir décisionnel: ils ne disposent en effet que d'un pouvoir exécutif, celui de rapporter ce qui a déjà été décidé en AG...

Ce système peut paraître compliqué à assimiler, mais il est en réalité d'une **simplicité déconcertante en comparaison à l'organisation actuelle.** Cela à l'avantage de permettre à TOUS de **décider réellement des choix de vies** que nous voulons mener, et dans la pratique, il est clair que cela fonctionne: de nombreuses structures l'emploient **pour que le mot « démocratie » veuille dire quelque chose !**

En clair, pour gérer la ville comme l'usine: il faut agir au lieu d'élire!

